

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

IRAK/CONFLIT. DES ROQUETTES VISENT UNE BASE AÉRIENNE ABRITANT DES TROUPES ÉTRANGÈRES

Trois roquettes ont visé l'aéroport d'Erbil, dans le nord de l'Irak, l'une d'elle ayant atteint un complexe militaire où sont basés des soldats de la coalition menée par les Etats-Unis, ont indiqué hier à l'AFP deux sources sécuritaires. Les deux autres roquettes sont tombées sur des zones résidentielles situées près de l'aéroport, a précisé l'une de ces sources, sans être en mesure d'indiquer dans l'immédiat si des victimes étaient à déplorer.

AFRIQUE DU SUD : ZUMA SNOBE À NOUVEAU LA COMMISSION ANTI-CORRUPTION

L'ancien président sud-africain Jacob Zuma ne s'est une nouvelle fois pas présenté hier devant la commission chargée d'enquêter sur la corruption généralisée durant ses neuf années au pouvoir, défiant ainsi une décision de la justice sud-africaine. En janvier, la cour constitutionnelle a rendu une décision obligeant Zuma à comparaître et lui ôtant le droit à garder le silence.

ALBIN KURTI, LE "CHE" DU KOSOVO, S'APPRÊTE À PRENDRE LES COMMANDES

La connu l'intérieur d'une prison, a prôné l'émeute et aspergé le Parlement de gaz lacrymogènes: aujourd'hui, Albin Kurti est en pole position pour diriger le prochain gouvernement du Kosovo après le triomphe de son parti réformateur aux législatives.

Autrefois appelé le "Che Guevara du Kosovo" pour ses tactiques radicales, Albin Kurti a salué la "grande victoire" de son mouvement Vetevendosje ("Auto-détermination") ou VV, qui a obtenu dimanche près de 50% des suffrages.

Tchad : un sommet sur le Sahel depuis hier

Jonas OSSOMBEY (sources : AFP)
Libreville/Gabon

La question de la sécurité au Sahel est cœur d'une rencontre au sommet depuis hier. Cinq pays du Sahel et la France se réunissent hier et aujourd'hui à N'Djamena, au Tchad, pour faire le point sur la lutte antijihadiste.

Ainsi, à l'ouverture, le maréchal Idriss Déby Itno, le chef de l'Etat tchadien, a pressé la communauté internationale à redoubler d'efforts financiers pour oeuvrer "impérativement" au "développement" du Sahel pour remédier à la "pauvreté, terreau du terrorisme".

A cette rencontre prennent part les présidents mauritanien Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, malien Bah Ndaw, burkinabè Roch Marc Christian Kaboré, nigérien Mahamadou Issoufou, ainsi que le chef de l'Etat ghanéen Nana Akufo-Addo, président en exercice de la Cédéao (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest). Mais pas Emmanuel Macron, resté à Paris pour cause de crise sanitaire du Covid-19. Le président français devrait se réunir à huis-clos avec ses homologues du G5 Sahel en visio-conférence.

Ledit sommet associe dans un premier temps le G5 Sahel et la France, puis d'autres partenaires internationaux. Il a lieu un an après celui de Pau (Sud-Ouest de la France) qui, devant la menace d'une rupture sous les coups de boutoir jihadistes, avait débouché sur un renforcement militaire dans la zone dite des "trois frontières" (Mali, Niger et Burkina) et l'envoi de 600 soldats français supplémentaires, les faisant passer de 4 500 à 5100.

En outre, malgré les succès tactiques revendiqués, le tableau demeure très sombre. Plus de huit ans après le début dans le Nord du Mali d'une crise sécuritaire qui continue à étendre ses métastases à la sous-région, quasiment pas un jour ne passe dans les trois principaux pays affligés sans une attaque contre ce qui reste de représentation de



Les chefs d'État du Sahel à l'ouverture du sommet.

l'Etat, l'explosion d'une mine artisanale ou des exactions contre les civils. Ceux-ci sont les principales victimes du conflit. La barre des deux millions de déplacés a été franchie en janvier.

A noter qu'un an après Pau et le

temps du "sursaut militaire", doit venir à N'Djamena celui du "sursaut diplomatique, politique et du développement", avait avancé le ministre français des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian avant le sommet. L'armée fran-

çaise revendique d'avoir sérieusement affaibli l'organisation Etat islamique (EI) et tué plusieurs chefs d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi). Le nombre d'attaques de camps militaires a baissé en 2020.

Réduire la voilure



Le président Macron pour la réduction des effectifs.

Dans ce qui passe au Sahel, beaucoup estiment qu'il s'agit d'un borbier pour la France et les pays engagés dans la lutte contre le jihadisme. D'ailleurs, la France ne cache pas sa volonté de réduire la voilure. Elle va "ajuster (son) effort", assurait en janvier M. Macron. Mais Paris semble hésiter à couper

immédiatement dans ses effectifs. Paris privilégie deux axes pour alléger son empreinte : l'"internationalisation", incarnée par le nouveau groupement de forces spéciales Takuba, auquel participent plusieurs dizaines d'Estoniens, de Tchèques et de Suédois; et la "sahélisation", c'est-à-dire le passage du témoin aux

armées nationales locales que la France forme avec l'Union européenne. Celles-ci, sous-entraînées et sous-équipées, restent vulnérables. Au Burkina, les soldats ne sortent plus guère des bases quand ils ne les ont pas quittées. Politiquement, Paris martèle qu'il est temps d'embrayer sur l'espace ouvert par les réussites militaires des derniers mois et de réinstaller l'Etat là où il est aujourd'hui absent. "Le succès de la lutte contre le terrorisme est fortement tributaire des actions de développement", a commenté M. Déby à l'ouverture du sommet.

"Le bout du tunnel n'est pas toujours perceptible", "la mobilisation des pays du G5 Sahel doit être soutenue et renforcée par l'ensemble de la communauté internationale" et "j'appelle à plus de contributions" des pays amis tout en les remerciant de leurs "efforts inestimables", car "la pauvreté alimente le terreau du terrorisme", a-t-il lancé.

Photo:AFP

Photo:AFP